L'Europe est en train de perdre la bataille technologique

Par André Loesekrug-Pietri, porte-parole de la Joint European Disruptive Initiative (JEDI), fondateur de A Capital, ancien conseiller spécial de la ministre des Armées.`

Twitter @andrepietri et @eurojedi

Dans de nombreux domaines, l'Europe devient une colonie technologique des groupes américains ou chinois. Avec les 7 grandes plateformes internet pesant quatre fois plus que l'ensemble du CAC40 ou du DAX30, et plus de 90% des investissements en Intelligence Artificielle effectués hors de l'UE, l'Europe est en train de perdre la bataille technologique.

Dans la data, l'essentiel des données personnelles des Européens se trouve sur des plateformes américaines ; dans la défense, des ventes de Rafale sont bloquées, parce que certains missiles dépendent d'un composant fabriqué aux États-Unis ; dans l'espace, Elon Musk a gagné en lançant des fusées réutilisables, y compris de gros lanceurs comme Falcon Heavy ; dans les supercalculateurs, la Chine et les États-Unis font la course en tête, et nos entreprises se félicitent quand elles peuvent « obtenir » des puces GPU Nvidia qui sont au coeur des systèmes d'intelligence artificielle; dans l'automobile, la dépendance des constructeurs vis-à-vis de l'israélien Mobileye sur la prévention des collisions est immense.

La technologie devient un sujet éminemment politique. Les élections dans les grandes démocraties deviennent le théâtre d'une cyberguerre internationale non déclarée. Poutine s'est emparé de la question de l'IA déclarant que celui qui la maîtrisera dominera le monde. Jusqu'au scandale Cambridge Analytica, il n'était pas exclu que Mark Zuckerberg soit le candidat des Démocrates en 2020. Et la Chine utilise des plateformes pour « noter » ses citoyens, un véritable système Orwellien !

Pas de souveraineté sans prospérité

Pour une nation, la maîtrise de son destin est intimement liée à sa maîtrise technologique. Et pas de souveraineté sans prospérité. Or la croissance de demain est de plus en plus tirée par la technologie, ce que démontre l'évolution du classement des dix principaux groupes mondiaux dont sept sont technologiques, contre trois il y a seulement cinq ans. Et il y a fort à parier que les tendances se confirment dans les prochaines années avec uniquement des groupes technologiques dans le classement.

La puissance de ces groupes fera la force politique d'une nation. Et aucun n'est européen. Pire, ils sont au moins quinze fois plus importants que le plus grand groupe

technologique français, ou cinq fois plus que le plus grand groupe allemand. Pourtant, nous avons la taille critique en Europe et nos talents sont plus que jamais courtisés par les géants technologiques du monde entier. La valeur se concentre dans le peloton de tête, quand le gagnant rafle tout (« *Winner takes all* »), du fait de l'accélération des cycles et des effets d'échelle. La rupture n'est donc plus un luxe, c'est un impératif absolu - et une opportunité unique pour reprendre le leadership.

L'accélération technologique que nous connaissons, la plus puissante de l'Histoire de l'humanité, s'accompagne d'une redistribution des cartes. Vouloir créer un Google ou un Apple européen à l'identique serait de l'argent gaspillé en pure perte, tant leur avance est immense. L'innovation de rupture change la donne en termes de performance ou de *business model.*

Ne soyons pas naïfs !

Il faut penser au coup d'après : la *blockchain* pourrait révolutionner le monopole des grandes plateformes en disruptant leur modèle centralisé, l'ordinateur quantique multipliant par 100 000 les puissances de calcul bouleversera le secteur de la cybersécurité, comme la biologie le sera par l'ingénierie du génome Crispr-Cas9. Et il y a le stockage énergétique, les transports propres, les nouveaux matériaux, où nous avons les moyens de rivaliser avec nos principaux concurrents mondiaux. Cessons d'adopter des positions beaucoup trop conciliantes. Quand Facebook investit des millions pour s'implanter à Paris, c'est pour y installer un centre de recrutement afin de s'emparer de nos meilleurs talents. Restons ouverts, mais ne soyons pas naïfs !

Nous croyons que les prochains champions mondiaux, le « *next big thing* », peuvent venir d'Europe. Encore faut-il s'en donner les moyens. Nous devons avoir le courage politique de faire les choses de façon radicalement différente, et aller vite : le temps est tout aussi important que l'argent, est c'est une chance à saisir pour l'Europe. La Joint European Disruptive Initiative (JEDI) est l'une des réponses positives, offensives, les plus concrètes en la matière.

JEDI fait le pari de créer un mouvement tourné vers l'avenir, s'appuyant sur les acteurs de la société civile et les jeunes générations pour réinventer le futur français, allemand, européen plutôt que de le subir.

Parier sur les projets les plus décoiffants

JEDI a réuni la quasi totalité des acteurs clés de la technologie en France et en Allemagne - Présidents de startups deeptech, grands groupes, capitaux risqueurs, centres de recherche et universités - et beaucoup travaillé : identification de 30 Défis technologiques à lancer, présélection d'une équipe de programme managers, formalisation d'une méthodologie inspirée des meilleures pratiques mais authentiquement européenne afin de réconcilier nos concitoyens avec les progrès technologiques. Cette approche portée par la société civile, ce décloisonnement nécessaire entre les acteurs et les disciplines, l'ambition et le caractère extrêmement concret de l'initiative, la technologie au service de tous, a suscité un immense intérêt dans la société et dans les medias.

JEDI propose la création d'un outil de financement exigeant des *moonshots,* pour investir dans les défis technologiques trop long terme ou trop risqués pour le secteur

privé. La méthode est radicalement nouvelle et inspirée de la DARPA américaine – à l'origine d'Internet, du GPS, de la voiture autonome… Un outil radicalement nouveau dans sa méthode : ultra-léger, ultra-agile, ultra-réactif, au service des acteurs de l'innovation, tout en se focalisant sur les grandes priorités stratégiques de nos pays. Très loin des monstres bureaucratiques que nous avons connus.

Il faut être prêts à parier sur les projets les plus décoiffants (« *Si plus de 15 % des projets réussissent, c'est que l'on n'a pas pris assez de risques* », entend-on souvent), décider vite, se montrer ensuite très exigeant. Une démarche inverse à celle d'aujourd'hui. Avec pour ambition d'aboutir dans un temps compressé à la création d'un véritable prototype, et passer le relais aux startups, investisseurs et industriels, qui en feront des géants de la *tech.* Et si cela ne marche pas, on arrête, sans comité Théodule, ce que l'on ne sait pas faire à l'heure actuelle.

Le rôle de l'État est primordial

Notre proposition a été reprise par le président de la République lors de son discours à la Sorbonne en septembre 2017, puis par la Chancelière allemande en juin 2018, autour de trois points clés : lancement du projet d'Agence pour l'innovation de rupture, sur le modèle de la Darpa, l'agence de R & D de l'armée américaine, en commençant par un socle franco-allemand, avant de l'étendre à toute l'Europe. Le budget prévisionnel proposé par JEDI est de 235 millions d'euros dès 2018 - oui, l'État doit avoir cette agilité ! - et devrait atteindre 1 milliard d'euros en rythme de croisière, pour une cinquantaine de « défis technologiques » lancés tous les ans.

Cette approche innovante ne correspond à aucun schéma administratif existant. Pour cette raison, elle étonne. Notre initiative souligne le rôle de l'État, qui doit impulser tout en déléguant les décisions opérationnelles à l'écosystème de l'innovation - et non en *top-down.* Nous pensons que le sujet de l'innovation est un vrai test pour la puissance publique pour être « impactante » face aux géants technologiques. Le fait que des États autoritaires comme la Chine montrent la voie en matière d'expérimentation doit nous pousser à nous réinventer afin de préserver notre modèle de société, notre démocratie, et les valeurs auxquelles nous sommes tous farouchement attachées.

Nous appelons la France et l'Allemagne à lancer JEDI dans les prochaines semaines, au lieu de perdre un temps infini à se mettre d'accord à 27 ou à 28.

Dans cette période d'incertitude à l'aube de la 4ème révolution industrielle, JEDI a choisi d'avancer et lancera dès cet été 3-4 challenges autour des thèmes des frontières de l'intelligence artificielle, du stockage énergétique, de la médicine prédictive, de la blockchain, de l'espace, en impliquant complètement les gouvernements ainsi que l'Union Européenne.

Nous sommes à un moment décisif, le leadership technologique et la capacité à inventer des chemins nouveaux non technocratiques doit être un nouveau moteur pour la France et pour l'Europe. Et utiliser la puissance créatrice de la technologie pour résoudre les grands défis de nos sociétés : le changement climatique, la santé, la transformation numérique et les nouvelles frontières.

Nous sommes prêts.